

Paris, le 1<sup>er</sup> juin 2012

Dossier suivi par : XXX  
Tél. : 01.44.94.66.60  
Courriel : [recommandations@energie-mediateur.fr](mailto:recommandations@energie-mediateur.fr)

N° de saisine : S2011-XXX  
N° de recommandation : 2012-0779

Objet : Recommandation du médiateur sur votre saisine

Monsieur,

Ce litige concerne la mise en œuvre des engagements contractuels pris par les opérateurs lors de la souscription de votre contrat de fourniture d'électricité en 2002.

En effet, vous souhaitez basculer d'une puissance de 12 kVA monophasé à une puissance de 18 kVA en monophasé, ainsi que le prévoit votre contrat de fourniture.

Cependant, le fournisseur X et le distributeur A vous ont opposé une fin de non recevoir, en indiquant que seule une puissance en 18 kVA triphasé vous était accessible.

La solution proposée par ces opérateurs occasionnant de nombreux frais pour vous, vous souhaitez qu'une autre proposition, correspondant à votre demande, vous soit faite.

J'ai procédé à une analyse détaillée de tous les éléments du dossier que vous m'avez transmis, ainsi que des observations du fournisseur X et du distributeur A.

Je constate que le fournisseur X et le distributeur A ne contestent pas les dispositions contenues dans votre contrat de fourniture, qui prévoient une puissance accessible de 18 kVA en monophasé.

Cependant, ils indiquent ne pas pouvoir donner une suite favorable à votre demande en raison des textes applicables qui prévoient une puissance maximale accessible en monophasé de 12 kVA (barème pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité concédé à A - V3, approuvé par la Commission de

1/3

Les informations nécessaires au traitement des courriers reçus par le médiateur national de l'énergie sont enregistrées dans un fichier informatisé réservé à son usage. Ce fichier ne sera pas communiqué à des tiers non autorisés. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression des données vous concernant, vous pouvez l'exercer en écrivant à :

Régulation l'Energie le 28 juin 2011 et entré en vigueur le 28 septembre 2011) et de la liberté de choix du distributeur A quant à la technique de branchement à mettre en œuvre pour répondre à la demande de puissance (norme NF C14-100 et cahier des charges de concession).

Bien que vous contestiez l'application de ces textes, car leur entrée en vigueur est postérieure à la conclusion de votre contrat de fourniture, signé en 2002, je confirme leur applicabilité à votre contrat.

En effet, au terme de l'article L121-90 du code de la consommation, le fournisseur X est tenu de vous informer de tout projet de modification des conditions contractuelles convenues, sauf lorsque ces modifications sont imposées par la loi ou le règlement. L'évolution du seuil maximal de puissance accessible en monophasé résultant de la mise en œuvre de l'arrêté du 28 août 2007, les textes invoqués par les opérateurs vous sont bien opposables.

Toutefois, après analyse du barème pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité concédé au distributeur A, j'observe que ce dernier précise, dans son chapitre 5, que « *concernant les sites existants déjà raccordés, avec une puissance de raccordement monophasé, la puissance de raccordement 18 kVA en monophasé reste accessible en application du chapitre 14 du barème par une demande de modification du raccordement* ».

Les services de la Commission de l'énergie m'ont par ailleurs confirmé que selon les normes applicables, le consommateur est en droit de demander l'application du barème précité, en vigueur au jour de la création de son branchement en cas d'impossibilité technique dûment justifiée (telle que l'installation d'un équipement fonctionnant en monophasé). Or, le précédent barème en vigueur au jour de la création de votre branchement prévoyait bien la possibilité de branchement en 18 kVA monophasé.

Enfin, le syndicat départemental d'énergies du Morbihan (SDEM), propriétaire du réseau public de distribution électrique, souligne, dans les courriels qu'il vous a adressés, qu'il semble techniquement possible de réaliser votre passage en 18 kVA monophasé, sous réserve de la réalisation préalable de travaux de renforcement.

A cet égard, le distributeur A m'a indiqué dans ses observations qu'« *après analyse, [il] a lancé une étude de renforcement qui sera ensuite transmise au SDEM* ».

J'ai sollicité du distributeur A des éclaircissements pour savoir si sa demande permettrait de vous raccorder en 18 kVA monophasé.

Le distributeur A ne m'a pas fait parvenir de réponse dans les délais impartis.

Au regard des éléments qui précèdent, j'estime que votre demande de branchement en 18 kVA monophasé est recevable et que le distributeur A devrait la mettre en œuvre.

Je vous informe, cependant, qu'au titre de cette mise en œuvre, et conformément à l'article 5 de l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, le gestionnaire du réseau public de distribution est en droit de vous réclamer une contribution

financière égale aux coûts des travaux d'extension et de branchement de l'opération de raccordement de référence, calculés à partir du barème.

En revanche, si pour des considérations techniques, le distributeur A maintenait son refus de raccorder votre installation en 18 kVA monophasé, il devrait en assumer les conséquences en vous indemnisant pour le préjudice occasionné.

En effet, le droit du distributeur à définir les techniques de branchement à mettre en œuvre pour répondre à la demande de puissance ne saurait l'exonérer de sa responsabilité à l'égard des engagements contractuels pris.

A ce titre, vous évoquez un dommage matériel, que vous chiffrez à 10 000 euros TTC à l'appui d'un devis d'électricien. Vous justifiez ce préjudice en raison de l'installation récente d'une pompe à chaleur ne pouvant fonctionner qu'en monophasé et des modifications à effectuer sur votre installation électrique intérieure.

Le préjudice que vous invoquez étant certain et en cohérence avec les incidences techniques que le passage d'un branchement de mono en triphasé occasionnent, je l'estime justifié.

En conséquence, je recommande au distributeur A de procéder aux travaux permettant le raccordement de votre installation en 18 kVA monophasé.

A défaut, je lui recommande de vous accorder 10 000 euros TTC de dédommagement pour les préjudices occasionnés, sous réserve que vous lui transmettiez les documents justifiant ces dommages.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable du litige. En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur et le distributeur m'informeront dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose à votre distributeur (voir fiche ci-jointe).

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Denis Merville

Copie : Fournisseur X  
Distributeur A

Annexe : Observations du fournisseur X  
Observations du distributeur A

PJ : fiche « *Vous avez reçu une recommandation du médiateur national de l'énergie, et après ?* »

3/3

Les informations nécessaires au traitement des courriers reçus par le médiateur national de l'énergie sont enregistrées dans un fichier informatisé réservé à son usage. Ce fichier ne sera pas communiqué à des tiers non autorisés. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression des données vous concernant, vous pouvez l'exercer en écrivant à :